

ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

Zoom territorial

Bassin d'emploi de Douarnenez 2ème trimestre 2025

Sommaire

1 SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL P 2

2 LE TAUX DE CHÔMAGE P 3

3 LA DEMANDE D'EMPLOI P 4-8

- Principales évolutions
- Profil de la catégorie A
- Profil des catégories A, B, C
- Les flux d'entrées et de sorties
- Formation (entrées, accès à l'emploi)

4 L'INDEMNISATION P 9

5 LES OFFRES D'EMPLOI P 10-11

- Offres d'emploi diffusées
- Les métiers en tension

6 LE MARCHÉ DE L'EMPLOI P 12-16

- Les embauches (DPAE)
- L'accès à l'emploi
- L'emploi salarié (volumes, évolutions)
- L'intérim

ANNEXES P 17-22

L'ESSENTIEL

Chômage	T1 2025
Taux de chômage (zone d'emploi)	6,1%

Demandeurs d'emploi en fin de mois	T2 2025	évol. annuelle (T2 2025 // T2 2024)
DEFM catégorie A	2 629	+0,0%
DEFM catégories ABC	5 976	+0,7%
- dont DELD*	2 955	-3,7%

Flux (moyenne des 3 mois du trimestre)	T2 2025	évol. annuelle (T2 2025 // T2 2024)	évol. annuelle du cumul sur 12 mois glissants
Entrées sur les listes du chômage	438	+28,5%	+6,8%
Sorties des listes du chômage	634	+29,8%	+7,2%
Offres diffusées (France Travail + partenaires)*	546	-17,1%	#N/A

*offres de juin 2025 uniquement

Indemnisation	oct.2024	évol. annuelle
Bénéficiaires d'allocation en fin de mois	3 452	+0,0%

Marché de l'emploi	Nombre	évol. sur 1 an	évol. sur 5 ans
Etablissements (fin 2024)	2 006		
Salariés (fin 2024)	13 664	-0,4%	+1,2%
Intérimaires (Finistère-1ème trimestre 2025)	9 112	-3,8%	

← Essentiellement dû à l'entrée en vigueur de la loi Plein emploi au 1^{er} janvier 2025 (voir en pages suivantes).

Service Statistiques, Études et Évaluations



+ 1

C'est le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (DEFM cat. A) supplémentaires depuis un an sur le territoire.

AVERTISSEMENTS

AVERTISSEMENT LOI PLEIN EMPLOI :

LA LOI POUR LE PLEIN EMPLOI est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

À partir de cette date, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France.

Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante sociale pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation.

Des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme sont mis à disposition pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail.

Ces évolutions répondent aux recommandations du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis) :

<https://www.cnis.fr/wp-content/uploads/2024/10/rapport-cnis-166-web-version2-couvtexte.pdf>

La loi Plein emploi s'appliquant au 1er janvier 2025, elle influe sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 1er trimestre 2025 : cf. en page suivante les résultats régionaux avec leurs explications, ainsi que la vidéo explicative disponible sur le site de la DARES et les documents méthodologiques :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/enquete-source/les-statistiques-du-marche-du-travail>

AVERTISSEMENT EVOLUTION DES REGLES D'ACTUALISATION ET LES SANCTIONS :

Depuis janvier 2025, les effectifs d'inscrits à France Travail (FT) en catégories A, B et C, et les séries complémentaires hors RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, Pacea, AU) sont affectés par plusieurs changements :

Les règles d'actualisation ont été modifiées : Entre janvier 2025 et mars 2025, tant qu'elles n'ont pas signé leur contrat d'engagement, les personnes non indemnisables ne s'inscrivant pas à FT n'avaient pas à s'actualiser. Elles étaient inscrites en catégorie A jusqu'à la signature de ce contrat. Au 1er trimestre 2025, cela a impacté à la hausse le nombre d'inscrits en catégorie A. Il a baissé sur les inscrits en catégories B et C (étant dispensés d'actualisation, ces inscrits non indemnisables ne déclarant pas d'activité réduite) et à la baisse sur les sorties des catégories A, B, C. Cette évolution a eu un effet à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégories A, B, C.

Depuis le mois d'avril 2025, cette actualisation automatique pour les personnes non indemnisables n'ayant pas encore signé leur contrat d'engagement concerne uniquement celles qui s'inscrivent pour la première fois à France Travail. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, ces changements ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, et à la hausse sur les inscrits en catégories B et C.

Le régime de sanctions évolue également : L'entrée en vigueur en juin 2025 du décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations : ces sanctions prennent désormais forme de suspension-remobilisation en amont d'une éventuelle radiation des listes de France Travail, ce qui entraînera une baisse des radiations des listes de France Travail en juin 2025.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2025 EN BRETAGNE

Fortes baisses trimestrielles de la demande **d'emploi** en catégorie A, essentiellement dues à **l'entrée** en vigueur de la Loi Plein emploi au 1^{er} janvier 2025, ainsi **qu'aux** nouvelles règles **d'actualisation**

Au 2^{ème} trimestre 2025 en Bretagne, le nombre de demandeurs **d'emploi n'ayant** exercé aucune activité (catégorie A) **s'établit** en moyenne à 125 100. Ce nombre est en forte baisse de -4,8% sur un trimestre (à titre de comparaison, en France métropolitaine : -5,7% par rapport au 1^{er} trimestre 2025). **Cette forte baisse trimestrielle de la catégorie A ne reflète pas la conjoncture mais est due principalement, en parallèle de la hausse conjoncturelle, à :**

- 1) **l'application de la Loi Plein emploi**, qui implique à compter du 1^{er} janvier 2025 **l'inscription** automatique à France Travail des jeunes en parcours emploi dans les missions locales (hausse des jeunes inscrits de +29,6% sur le trimestre), des allocataires RSA et des personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi. En excluant de **l'analyse** les allocataires ARSA et les jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ), **l'évolution** trimestrielle est ramenée à -3,5% (France : -3,9%).
- 2) **l'évolution des règles d'actualisation**, entre janvier 2025 et mars 2025, les personnes **s'inscrivant** à France Travail, et qui par ailleurs **n'étaient pas indemnisables** à une allocation versée par France Travail, voyaient leur actualisation automatiquement réalisée chaque mois **jusqu'à** la signature de leur contrat **d'engagement** avec **l'organisme** en charge de leur accompagnement. Depuis le mois **d'avril 2025**, cette actualisation automatique pour les personnes non indemnisables **n'ayant pas encore signé** leur contrat **d'engagement** concerne **uniquement celles qui s'inscrivent** pour la première fois à France Travail.

En conséquence, sur un an, par rapport au 2^{ème} trimestre 2024, le nombre **d'inscrits** en catégorie A continue **d'augmenter** dans la région : +7,3% (au niveau national : +6,6%) en lien avec la loi plein emploi. Sur un trimestre la baisse de la catégorie A en région de -4,8% (au niveau national -5,7%) **s'explique** par les règles **d'actualisation** qui ont changé à compter **d'avril 2025**, limitant **l'actualisation** automatique des non indemnisables uniquement aux primo inscrits.

Le nombre de demandeurs **d'emploi** tenus de rechercher un emploi et ayant exercé une activité réduite dans le mois (catégories B, C) augmente de +2,9% et de +1,5% sur un an. Le changement des règles **d'actualisation** en avril 2025 a permis à ces derniers de **s'actualiser**, et donc déclarer de **l'activité** réduite.

Au total, la demande **d'emploi** globale (catégories A, B ou C) diminue de -1,0% au 2^{ème} trimestre 2025 en Bretagne par rapport au trimestre précédent (France métropolitaine : -2,2%). Elle atteint, en moyenne sur le trimestre, 255 790 personnes. Sur un an, ce nombre augmente de +4,3% (+4,1% au niveau national).

Baisse trimestrielle du nombre de jeunes inscrits en catégories ABC, due à la loi Plein emploi

Au 2^{ème} trimestre 2025, le niveau de la demande **d'emploi** (catégories A, B et C) diminue fortement chez les jeunes (-5,1%) essentiellement pour les changements des règles **d'actualisation** automatique en avril 2025 dans le cadre de la loi Plein emploi ; comparativement les 25-49 ans diminuent de -0,4% et les 50 ans et plus de -0,1%. Sur un an, la hausse chez les jeunes est de +12,9%, elle est de +3,3% pour les 25-49 ans et de +2,2% chez les 50 ans et plus.

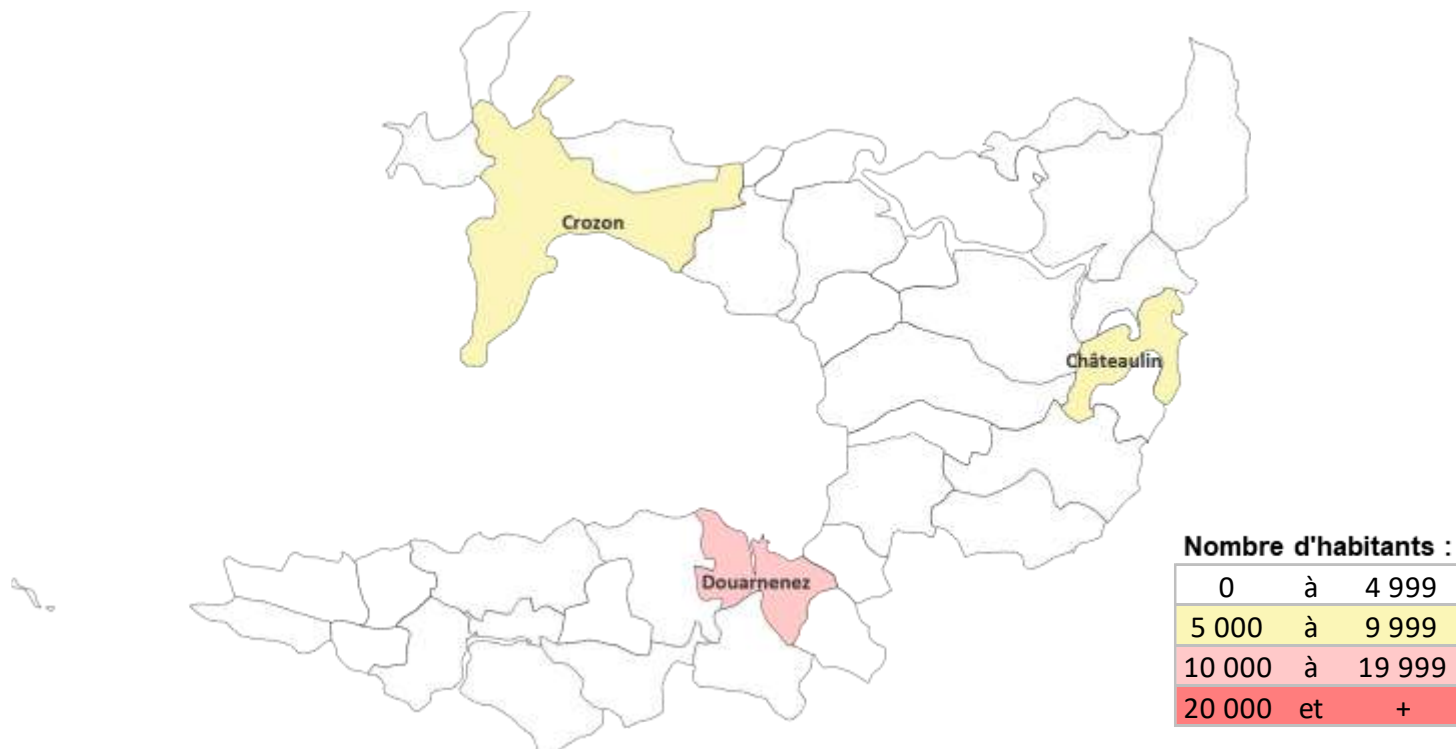
Le nombre de demandeurs **d'emploi** inscrits depuis un an ou plus augmente ce trimestre (+1,3%) et demeure en hausse sur un an (+3,0%). La part des demandeurs **d'emploi** de longue durée, représentant désormais 44,0% des inscrits de catégories ABC, a progressé de +1,0 point sur le trimestre et diminué de -0,6 point en un an.

En parallèle, dans les nouvelles catégories instaurées par la Loi Plein emploi, les demandeurs **d'emploi** en catégorie F (parcours social) sont au nombre de 5 197 (1 400 au 1^{er} trimestre 2025). Ceux en catégorie G (en attente **d'orientation**) sont au nombre de 28 612 (26 723 au 1^{er} trimestre 2025).

TERRITOIRE D'ÉTUDE DU PRÉSENT DOCUMENT

Le territoire s'étend sur 39 communes et compte 76 692 habitants.

CARTE 1 : DÉCOUPAGE DE LA ZONE GÉOGRAPHIQUE PAR BASSIN D'EMPLOI ET COMMUNES

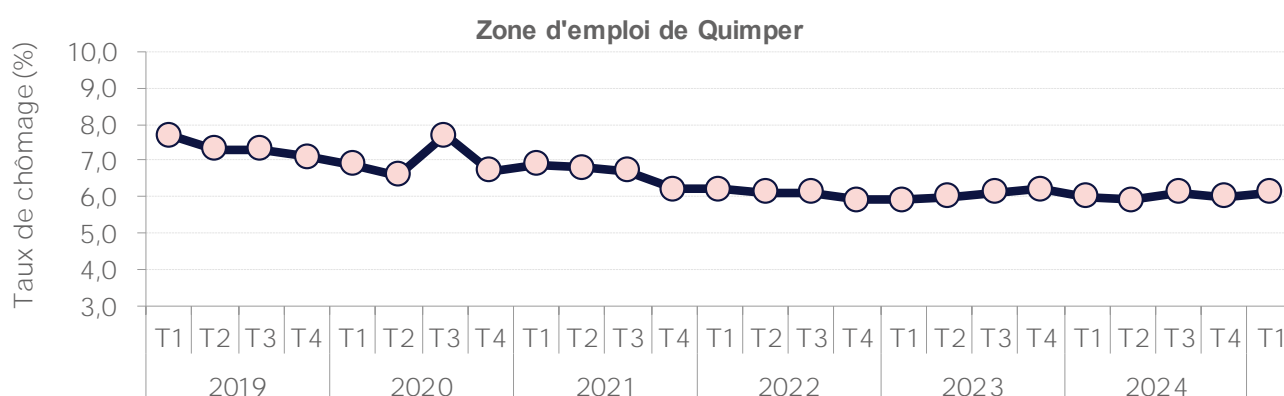


LE TAUX DE CHÔMAGE

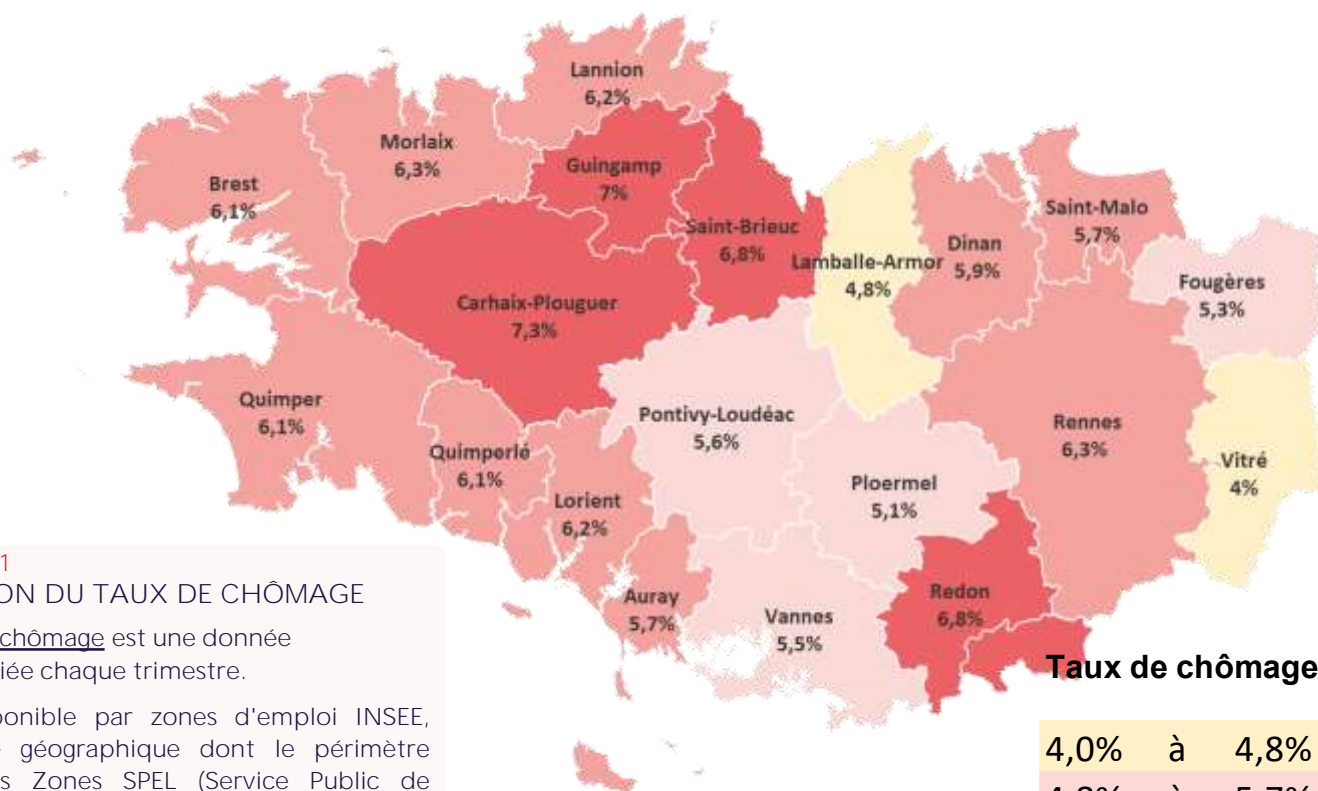
TABLEAU 1 : COMPARAISON DES TAUX DE CHÔMAGE DE L'ÉCHELLE LOCALE À L'ÉCHELLE NATIONALE

1er trimestre 2025	Taux de chômage (en %)	Evolution sur 1 trim. (en points)	Evolution sur 1 an (en points)
Zone d'emploi de Quimper	6,1%	+0,1	+0,1
Côtes-d'Armor	6,2%	+0,1	-0,1
Finistère	6,2%	+0,1	+0,0
Ille-et-Vilaine	6,0%	+0,2	+0,2
Morbihan	5,7%	+0,0	-0,2
Bretagne	6,0%	+0,1	+0,0
France Métropolitaine	7,2%	+0,1	+0,0

GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DU TAUX DE CHÔMAGE LOCAL



CARTE 2 : TAUX DE CHÔMAGE PAR ZONES D'EMPLOI



ENCADRÉ 1

DÉFINITION DU TAUX DE CHÔMAGE

Le taux de chômage est une donnée INSEE publiée chaque trimestre.

Il est disponible par zones d'emploi INSEE, découpage géographique dont le périmètre diffère des Zones SPEL (Service Public de l'Emploi Local) et des bassins d'emploi (définis par France Travail).

Le dénominateur du taux, qui représente la population active en âge de travailler, est obtenu via l'enquête emploi menée par l'INSEE.

Taux de chômage

4,0% à 4,8%

4,8% à 5,7%

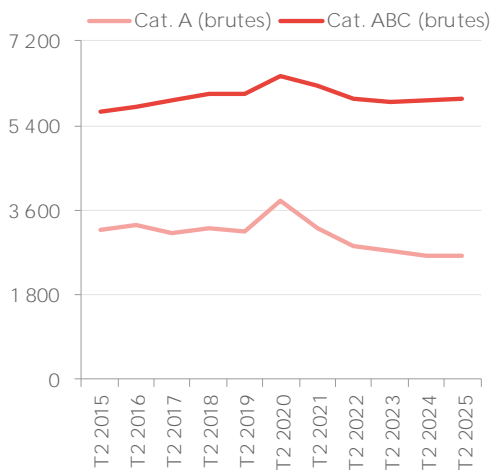
5,7% à 6,5%

6,5% à 7,3%

Source : INSEE. Réalisation : Service Statistiques France Travail Bretagne

LA DEMANDE D'EMPLOI : PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

GRAPHIQUE 2 : COMPARAISON HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DES DEFM A ET ABC



5 976

(Données Brutes)

Demandeurs d'emploi sont inscrits en catégories ABC à la fin du mois de juin 2025.

2 629

(Données Brutes)

Demandeurs d'emploi sont inscrits en catégories A à la fin du mois de juin 2025.

Evolution	Catégorie A		Catégories ABC	
		Evol. sur un an**		Evol. sur un an**
Douarnenez (données brutes)		+0,0%		+0,7%
Finistère (données CVS)		+8,9%		+5,3%
Bretagne (données CVS)		+7,3%		+4,3%

* Pour les données brutes : évol. du volume brut entre fin juin 2025 et fin juin 2024.

** Pour les données CVS : évol. de la moyenne mensuelle entre avril 2025 et juin 2025, par rapport à la moyenne mensuelle entre avril 2024 et juin 2024.

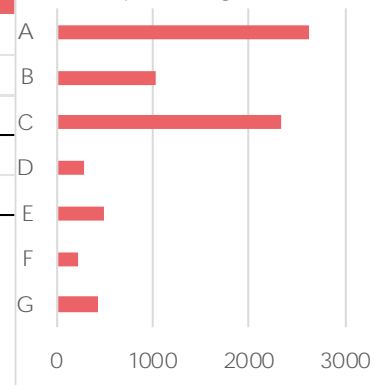
TABLEAU 3 : DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE, ÂGE ET DURÉE D'INSCRIPTION AU CHÔMAGE

Données brutes	Cat. A	part %	Evol. annuelle	Cat. ABC	part %	Evol. annuelle
Hommes	1 384	52,6%	+2,6%	2 722	46%	+0,5%
Femmes	1 245	47,4%	-2,7%	3 254	54%	+0,8%
- 25 ans	301	11%	+8,3%	639	11%	+8,1%
25-49 ans	1 424	54%	+1,4%	3 389	57%	+0,8%
50 ans et +	904	34%	-4,3%	1 948	33%	-1,8%
DELD*	634	24%	-14,9%	2 955	49,4%	-3,7%
Total	2 629	-	+0,0%	5 976	-	+0,7%

TABLEAU 4 : DEMANDEURS D'EMPLOI PAR CATÉGORIES

Données brutes	Catégorie de demandeur d'emploi	Nombre de DEFM	Evol. annuelle	Poids / ABCDE
catégorie A	Sans aucune activité au cours du mois	2 629	+0,0%	39%
catégorie B	Activité réduite courte (<78h dans le mois)	1 019	+3,9%	15%
catégorie C	Activité réduite longue (≥78h dans le mois)	2 328	0,0%	34%
catégorie D	En stage, formation, maternité, maladie, ...	280	-11,9%	4%
catégorie E	Créateurs d'entreprise, contrats aidés	497	+6,7%	7%
	Total ABC	5 976	+0,7%	
	Total ABCDE	6 753	+10,1%	
catégorie F (brut)	En parcours à vocation d'insertion sociale	227	dispo. en	
catégorie G (brut)	Bénéficiaires RSA en attente d'orientation	421	avril 2026	

DEFM par catégories :



Une définition plus complète des catégories de demandeurs d'emploi est disponible dans le glossaire en annexe 4.

LA DEMANDE D'EMPLOI : PROFIL DE LA CATÉGORIE A

GRAPHIQUE 3 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC RÉPARTITION

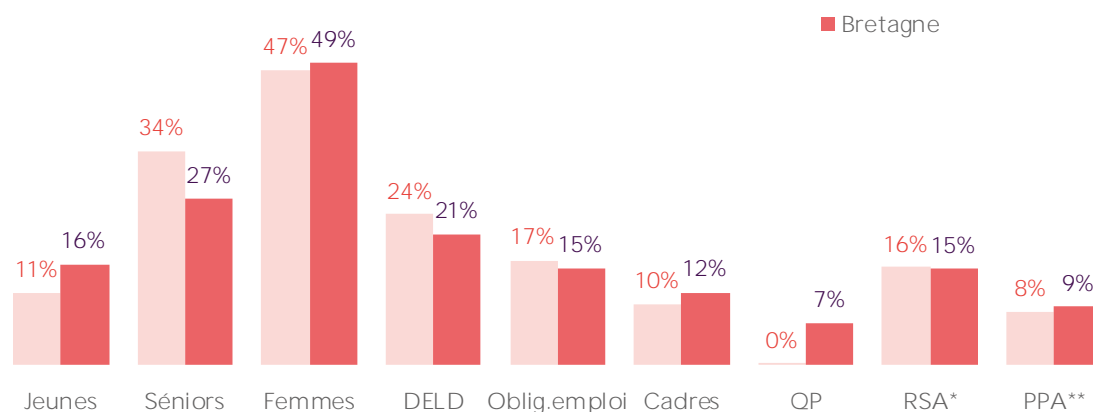


TABLEAU 5 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : VOLUMES ET ÉVOLUTIONS

Population	données brutes								
	Jeunes	Séniors	Femmes	DELD***	Obligation d'Emploi	Cadres	Quartier prioritaire	RSA* (socle ou avec PA)	PA (hors RSA)**
Volume	301	904	1 245	634	440	257		410	222
Evol. annuelle	+8%	-4%	-3%	-15%	-15%	-2%	Donnée non disponible	+7%	+6%
Evol. annuelle Bretagne	+22%	+2%	+7%	-1%	-9%	+9%		+0%	+15%

* RSA : RSA socle ou RSA avec PA.

** PA : Prime d'Activité versée aux demandeurs d'emploi (ici DE hors RSA).

*** DELD : Demandeurs d'Emploi de Longue Durée inscrits depuis 1 an ou plus. **** Quartier Prioritaire : source INSEE

TAB. 6 : DEFM CATÉG. A SELON LA QUALIFICATION

Niveau de qualification	Total DEFM	%
Ouvrier non qualifié	127	5%
Ouvrier qualifié	186	7%
Employé non qualifié	501	20%
Employé qualifié	1 138	46%
Agent maîtrise / technic.	275	11%

TAB. 7 : DEFM CATÉG. A SELON LE NIVEAU DE FORMATION

Niveau de formation	Total DEFM	%
Sans diplôme	206	8%
CAP ou BEP	778	30%
Bac ou Bac Pro	623	24%
Bac+2	377	15%
Bac+3 et plus	604	23%
Inférieur Bac : 38%		Bac et + : 62%

TABLEAU 8 : DEFM CATÉGORIE A SUIVANT LE MÉTIER RECHERCHÉ : LES 10 PRINCIPAUX MÉTIERS

Métier recherché	Total DEFM	% Femmes	% Jeunes	% Seniors	% DEFM > 1 an
Agent Administratif / Agente Administrative	71	61%	1%	66%	34%
Employé Familial / Employée Familiale	52	88%	4%	62%	62%
Secrétaire	52	96%	6%	58%	50%
Employé / Employée De Rayon Libre-Service	50	50%	34%	20%	58%
Agent / Agente De Production En Industrie Alimentaire	50	44%	4%	32%	58%
Agent / Agente D'Entretien Des Espaces Verts	49	2%	10%	45%	59%
Agent / Agente De Propreté De Locaux	37	76%	5%	41%	59%
Serveur / Serveuse En Restauration	35	51%	17%	11%	54%
Chargé / Chargée D'Accueil	35	66%	6%	49%	49%
Vendeur / Vendeuse En Prêt-À-Porter	30	90%	23%	37%	47%

(données brutes)

LA DEMANDE D'EMPLOI : PROFIL DES CATÉGORIES ABC

GRAPHIQUE 4 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : RÉPARTITION

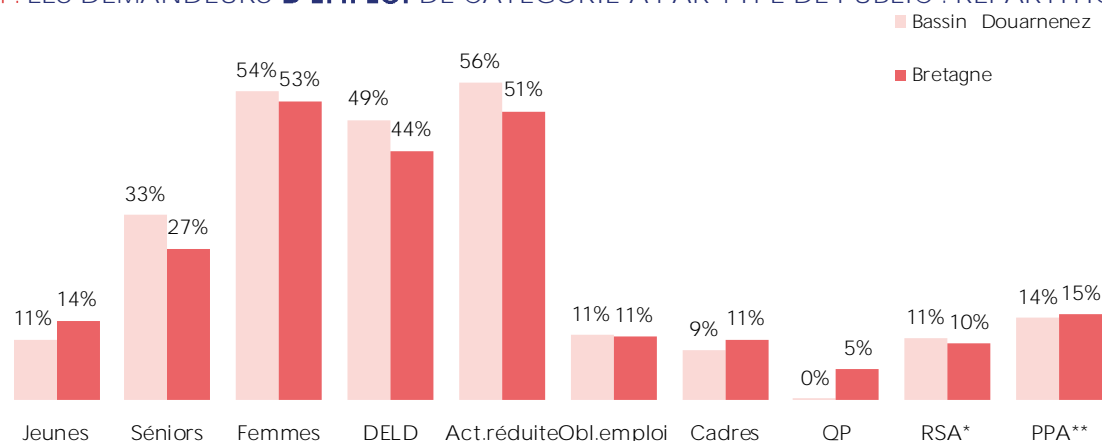


TABLEAU 9 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : VOLUMES ET ÉVOLUTIONS

<----- données brutes ----->

Population	Jeunes	Séniors	Femmes	DELD***	Activité réduite	Obligation d'Emploi	Cadres	Quartier prioritaire	RSA* (socle ou avec PPA)	PA (hors RSA)**
Volume	639	1 948	3 254	2 955	3 347	684	520		650	860
Evol. annuelle	+8%	-2%	+1%	-4%	+1%	-10%	+4%	Donnée non disponible	+8%	-4%
Evol. annuelle Bretagne	+13%	+2%	+4%	+3%	0%	-7%	+8%		+3%	+1%

* RSA : RSA socle ou RSA avec PA.

** PA : Prime d'Activité versée aux demandeurs d'emploi (ici DE hors RSA).

*** DELD : Demandeurs d'Emploi de Longue Durée inscrits depuis 1 an ou plus. **** Quartier Prioritaire : source INSEE

TAB. 10 : DEFM CATÉG. ABC SELON LA QUALIFICATION

Niveau de qualification	Total DEFM	%
Ouvrier non qualifié	262	5%
Ouvrier qualifié	438	8%
Employé non qualifié	1 019	18%
Employé qualifié	2 861	49%
Agent maîtrise / technic.	688	12%

TAB. 11 : DEFM CATÉG. ABC SELON LE NIVEAU DE FORMATION

Niveau de formation	Total DEFM	%
Sans diplôme	398	7%
CAP ou BEP	1 637	28%
Bac ou Bac Pro	1 479	25%
Bac+2	955	16%
Bac+3 et plus	1 454	25%
Inferieur Bac	34%	
Bac et +	66%	

TABLEAU 12 : DEFM CATÉGORIES ABC SUIVANT LE MÉTIER RECHERCHÉ : LES 10 PRINCIPAUX MÉTIERS

Métier recherché	Total DEFM	% femmes	% jeunes	% séniors	% DELD	% en activité réduite
Employé Familial / Employée Familiale	163	92%	3%	52%	56%	68%
Assistant Maternel / Assistante Maternelle	128	100%	1%	63%	81%	89%
Secrétaire	122	93%	5%	48%	57%	57%
Agent Administratif / Agente Administrative	102	70%	1%	61%	64%	30%
Serveur / Serveuse En Restauration	101	65%	27%	15%	50%	65%
Agent / Agente De Production En Industrie Alimentaire	94	53%	12%	30%	56%	47%
Employé / Employée De Rayon Libre-Service	93	51%	40%	15%	43%	46%
Agent / Agente D'Entretien Des Espaces Verts	85	5%	12%	36%	44%	42%
Agent / Agente De Propreté De Locaux	80	81%	4%	40%	59%	54%
Vendeur / Vendeuse En Épicerie	76	82%	12%	39%	51%	64%

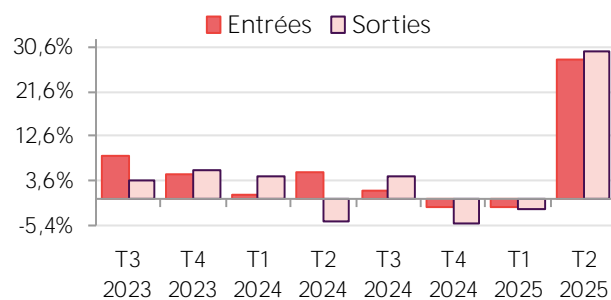
(données brutes)

LA DEMANDE D'EMPLOI : FLUX D'ENTREES ET SORTIES

TABLEAU 13 : COMPARATIF GÉOGRAPHIQUE DES ÉVOLUTIONS DES ENTRÉES ET SORTIES

Evolutions en données brutes	Entrées		Sorties	
	Evol. annuelle du 2ème trimestre 2025 (a)	Evol. annuelle du cumul des 12 derniers mois (b)	Evol. annuelle du 2ème trimestre 2025 (a)	Evol. annuelle du cumul des 12 derniers mois
	Douarnenez	+28,5%	+6,8%	+29,8%
Finistère	+22,6%	+8,1%	+29,2%	+5,8%
Bretagne	+20,0%	+6,3%	+28,7%	+5,0%

GRAPHIQUE 5 : ÉVOLUTION SUR UN AN DU NOMBRE MOYEN D'ENTRÉES ET SORTIES



Guide de Lecture : Le nombre moyen mensuel d'entrées du 2ème trimestre 2025 comparé au nombre du même trimestre 2024 est en hausse de +28,5%. Pour les sorties l'évolution est de +29,8%.

TABLEAU 14 : RÉPARTITION DES MOTIFS D'ENTRÉE SUR LES LISTES DU CHÔMAGE

Entrées (données brutes)	Nombre moyen d'entrées (avr 2025- juin 2025)	Evolution annuelle (a)	Poids
Fin de contrat	74	-13%	13%
Fin de mission d'intérim	24	+6%	4%
Démission	17	-36%	3%
Rupture conventionnelle	30	+5%	5%
Licenciement éco.	3	+13%	1%
Autre licenciement	25	-13%	4%
Première entrée	4	-59%	1%
Retour d'inactivité	119	-1%	21%
Réinscription rapide	70	+10%	12%
Autres motifs ¹	178	+722%	31%
Motif indéterminé ²	23	-29%	4%
Total	567	+28%	100%

Cumul entrées sur 12 mois (juil 2024- juin 2025)	Evolution annuelle (b)	Poids	Vol mensuel juin.25
1 447	-4%	22%	74
295	-20%	4%	29
335	+0%	5%	21
401	-2%	6%	23
31	+19%	0%	3
318	-3%	5%	21
179	-18%	3%	5
1 296	+0%	20%	141
888	-1%	14%	76
926	N.S.	14%	208
444	-2%	7%	23
6 560	+7%	100%	624

(1) Autres motifs : fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

(2) Motif indéterminé : autre motif d'inscription.

(a) : Evol. sur 1 an de la moyenne mensuelle des entrées entre avr 2025 et juin 2025 par rapport à la moy. mensuelle entre avr 2024 et juin 2024 (idem sorties).

(b) : Evol. sur 1 an du cumul des entrées sur 12 mois de juil 2024 à juin 2025 par rapport au cumul sur 12 mois de juil 2023 à juin 2024 (idem pour les sorties).

TABLEAU 15 : RÉPARTITION DES MOTIFS DE SORTIE DES LISTES DU CHÔMAGE

Sorties (données brutes)	Nombre moyen de sorties (avr 2025- juin 2025)	Evolution annuelle (a)	Poids
Absence	389	+61%	61%
Reprise d'emploi	68	-12%	11%
Formation	41	-5%	6%
Suspension	31	-4%	5%
Maladie	38	+7%	6%
Chgmt géo	11	+22%	2%
Arrêt recherche	12	-24%	2%
Retraite	9	+13%	1%
Autres cas	36	+35%	6%
Total	634	+30%	100%

Cumul sorties sur 12 mois (juil 2024- juin 2025)	Evolution annuelle (b)	Poids	Vol mensuel juin.25
3 185	+16%	48%	383
888	-11%	13%	57
800	-4%	12%	31
375	-6%	6%	28
446	+5%	7%	41
194	-3%	3%	11
162	-9%	2%	9
123	+38%	2%	7
425	+52%	6%	30
6 598	+7%	100%	597

LA DEMANDE D'EMPLOI : ENTRÉES EN FORMATION ET ACCÈS À L'EMPLOI POST-FORMATION

TABLEAU 16 : LES ENTRÉES EN FORMATION : COMPARATIF GÉOGRAPHIQUE

Zones géographiques	Entrées en formation (a)	Evol. sur 12 mois glissants	Part des Jeunes	Part des Femmes	Part des 50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Part des financements France Travail	Part des formations de moins de 400 heures
Douarnenez	1 061	-4%	12%	52%	22%	59%	18%	68%
Finistère	13 649	-1%	19%	53%	18%	60%	16%	67%
Bretagne	50 567	-4%	18%	52%	17%	60%	16%	68%

TABLEAU 17 : LES ENTRÉES EN FORMATION : LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES DE FORMATION SUIVIS

Libellé des formations suivies	Entrées en formation (a)	Evol. sur 12 mois glissants	Part des Jeunes	Part des Femmes	Part des 50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Part des financements France Travail	Part des formations de moins de 400 heures
DEVELOPPEMENT PROFESSIONNEL ET PERSONNEL	250	-17%	14%	62%	30%	75%	2%	88%
TRANSPORT	170	+6%	11%	26%	19%	60%	22%	76%
MANUTENTION	55	+12%	7%	7%	27%	71%	2%	100%
Valeurs absentes	55	-20%	2%	44%	25%	45%	7%	96%
LANGUES	48	+55%	0%	75%	35%	52%	4%	38%
Autres Formations	483	-3%	14%	59%	17%	63%	29%	50%
Total des formations	1 061	-4%	12%	52%	22%	59%	18%	68%

(a) Demandeurs d'emploi entrés en formation entre juin 2024 et mai 2025.

NS : donnée non significative.

TABLEAU 18 : VOLUME DES SORTIES DE FORMATION ET ACCÈS À L'EMPLOI DANS LES 6 MOIS SUIVANT LA FORMATION

Zones géographiques	Sorties de formation (b)	Evol. Annuelle*	Taux d'accès à l'emploi DE formés	Taux d'accès à l'emploi ensemble des DE	Taux d'accès à l'emploi (c)					
					Jeunes	Femmes	50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Financements France Travail	Formations de moins de 400 heures
Douarnenez	318	-17%	66%	40%	-	62%	-	61%	-	76%
Finistère	4 254	-4%	68%	42%	71%	66%	62%	65%	75%	-

TABLEAU 19 : SORTIES DE FORMATION ET ACCÈS À L'EMPLOI POUR LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES DE FORMATION SUIVIS

Libellé des formations suivies	Sorties de formation (b)	Evol. Annuelle*	Taux d'accès à l'emploi DE formés (c)	Taux d'accès à l'emploi***						
				Jeunes	Femmes	50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Financements France Travail	Formations de moins de 400 heures	
TRANSPORT	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AGRICULTURE PRODUCTION VEGETALE	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MANUTENTION	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SANTE	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SERVICES COMMERCES PROXIMITE	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Formations	318	+43%	39%	63%	66%	50%	60%	84%	77%	
Total des formations	318	-17%	66%	-	62%	-	61%	-	76%	

(b) Sorties de formations cumulées entre juin 2024 et novembre 2024.

* Comparaison des sorties de formations entre les périodes juin 2024 - novembre 2024 et juin 2023 - novembre 2023.

L'INDEMNISATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI (DONNÉES BRUTES)

Nombre d'indemnisés	3 452
Bassin d'emploi de Douarnenez :	
Part dans le département :	9%
Part dans la région :	2%

TABLEAU 20 : ÉVOLUTION ANNUELLE DES INDEMNISÉS

octobre 2024	Evolution sur 1 an
Douarnenez	+0,0%
Finistère	+15,6%
Bretagne	+16,5%

ENCADRÉ 2 : PERSONNE INDEMNISÉE

Personne bénéficiant d'un droit à l'indemnisation (droit ouvert) en fin de mois, et percevant au moins un euro au titre du dernier jour du mois.

Certaines informations ayant des conséquences sur le versement d'une allocation chômage (décisions d'admission, activité réduite, maladie, formations...) peuvent ne pas être connues au moment où le demandeur d'emploi actualise sa situation, en raison des délais de production et de transmission des pièces justificatives. Le nombre d'indemnisés à la fin d'un mois donné n'est donc connu de manière exhaustive qu'avec un certain délai : pour cette raison l'effectif des indemnisés est considéré comme définitif lorsqu'il est établi avec 6 mois de recul.

GRAPHIQUE 6 : HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INDEMNISÉS

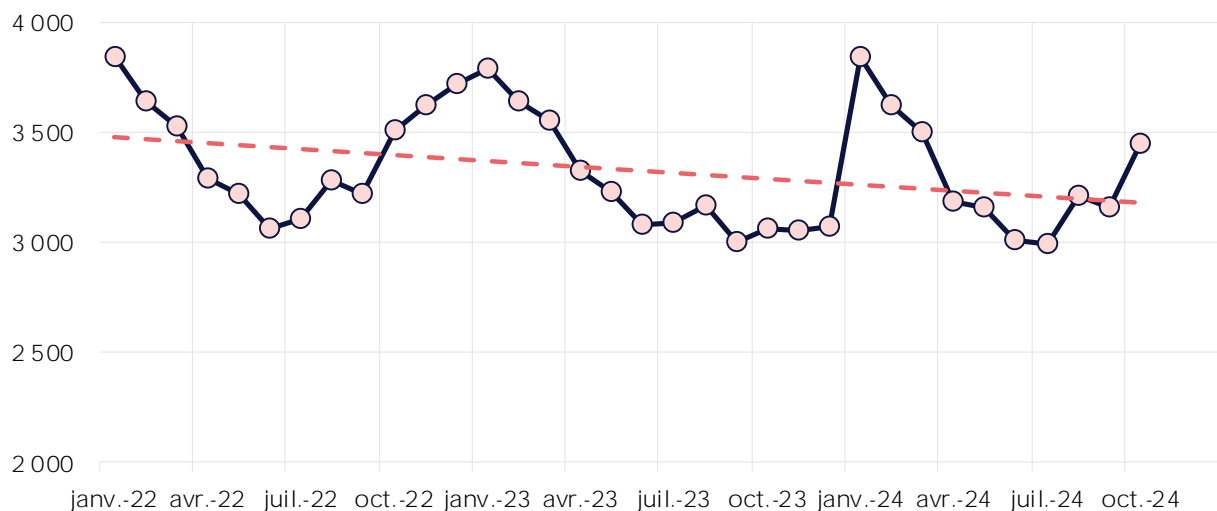
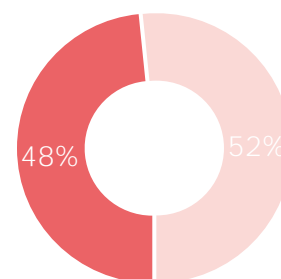


TABLEAU 21 : BÉNÉFICIAIRES EN FIN DE MOIS PAR RÉGIME D'ALLOCATIONS

Type d'allocations	octobre 2024		Part
	BFM (bénéficiaires fin de mois)	Evolution annuelle	
Indemnisés Assurance Chômage (1)	3 052	+0,4%	82%
dont formation*	187	-8,8%	5%
dont CSP*	43	+16,2%	1%
Indemnisés Etat (2)	267	-5,0%	7%
dont formation	13	-	0%
Autres (3)	133	+0,8%	4%
dont formation	27	-22,9%	1%
Total indemnisés (1)+(2)+(3)	3 452	+0,0%	100%
Bassin d'emploi de Douarnenez			
dont formation	227	-7,7%	6%

■ Indemnisés
■ Non indemnisés



% indemnisés =
(indemnisés Assurance Chômage + Etat + autres)
/ total DEFME ABCDE

(1) Essentiellement indemnisés en ARE (hors convention de gestion)
* Les formations réalisées dans le cadre du dispositif CSP sont comptabilisées dans la ligne "dont CSP", mais pas dans la ligne "dont formation".
(2) Essentiellement indemnisés en ASS. Hors ATA1 (Allocation Temporaire d'Attente).
(3) ARE et AREF convention de gestion, RFPE (Rémunération Formation France Travail).

LES OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES

ENCADRÉ 3 : MÉTHODOLOGIE : NOUVEAUTÉ

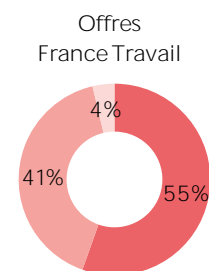
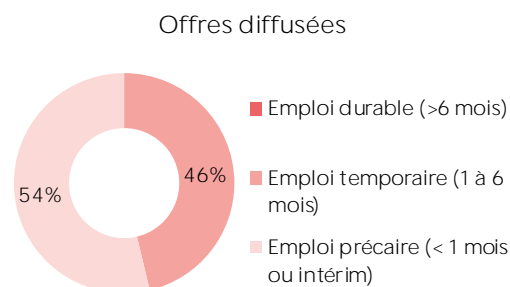
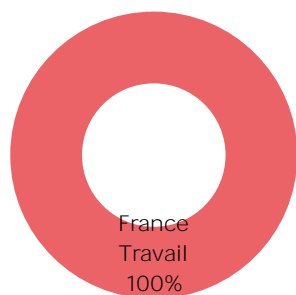
Les statistiques des **offres d'emploi diffusées** présentées dans cette publication (cette page et page 18) portent sur les offres déposées directement à France Travail* ainsi que sur les offres transmises par des sites partenaires**. Ainsi le nombre d'offres publiées ici correspond à l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi sur le site <https://www.francetravail.fr/>

TABLEAU 22 : VOLUMÉTRIE DES OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES ET ÉVOLUTIONS

Données brutes	Résultats du mois		Depuis le 1er janvier		Sur les 12 derniers mois	
	juin-24	juin-25	2024	2025	Cumul 12m 2024	Cumul 12m 2025
Total des offres diffusées	659	546	#N/A	#N/A	#N/A	#N/A
dont offres France Travail	197	167	1 602	1 023	2 932	2 069
dont offres transmises des partenaires	462	379	#N/A	#N/A	#N/A	#N/A
Emploi durable (>6 mois)	#N/A	#N/A	#N/A	#N/A	#N/A	#N/A
Emploi temporaire (1 à 6 mois)	126	113	919	656	1 434	1 198
Emploi précaire (< 1 mois ou intérim)	149	157	916	762	1 971	1 588

	Ecart sur un an		Ecart sur cumul annuel		Ecart sur cumul 12 mois	
Total des offres diffusées	-113	-17,1%	#N/A	#N/A	#N/A	#N/A
dont offres France Travail	-30	-15,2%	-579	-36,1%	-863	-29,4%
dont offres transmises des partenaires	-83	-18,0%	#N/A	-	#N/A	-
Emploi durable (>6 mois)	#N/A	#N/A	#N/A	#N/A	#N/A	#N/A
Emploi temporaire (1 à 6 mois)	-13	-10,3%	-263	-28,6%	-236	-16,5%
Emploi précaire (< 1 mois ou intérim)	+8	+5,4%	-154	-16,8%	-383	-19,4%

GRAPHIQUES 7A-B-C : OFFRES DIFFUSÉES SELON L'OPÉRATEUR ET PAR TYPE DE CONTRAT (cumul depuis le 1er janvier)



*offres déposées à France Travail par les employeurs, soit sur le site internet de France Travail (espace employeur), soit en passant par un conseiller entreprise ou encore au moyen du 3995, numéro de téléphone dédié aux entreprises.

**offres transmises par environ 150 sites partenaires de France Travail. Dans le cadre de la transparence du marché du travail, France Travail retransmet ainsi des offres d'autres acteurs, afin d'assurer aux demandeurs d'emploi l'accès le plus large possible aux offres disponibles sur le marché du travail. Ces offres subissent un contrôle strict de qualité, de légalité et de fraîcheur avant d'apparaître sur le site de France Travail.

GRAPHIQUE 8 : ÉVOLUTIONS MENSUELLES DES OFFRES DIFFUSÉES : (données brutes)

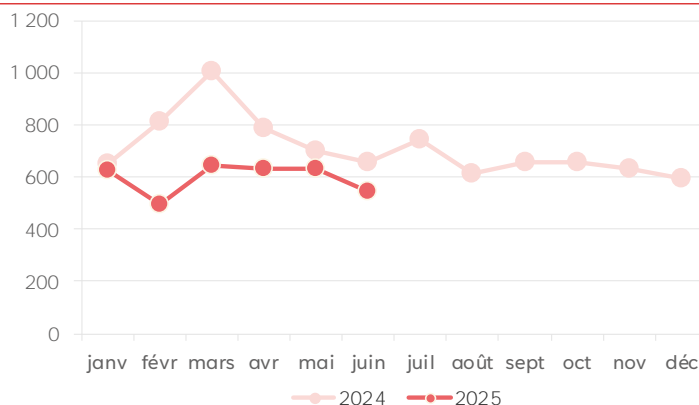


TABLEAU 23 : OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES SELON LE SECTEUR ÉCONOMIQUE

Secteur	Résultats du mois			Depuis le 1er janvier		
	juin-24	juin-25	Variations	2024	2025	Variations
Agriculture	28	30	+7%	160	152	-5%
BTP	65	51	-22%	357	265	-26%
Industrie	58	61	+5%	479	442	-8%
Tertiaire	508	404	-20%	3 616	2 710	-25%
Total	659	546	-17,1%	4 612	3 569	-22,6%

LES MÉTIERS EN TENSION

La notion de "tension" consiste à rapprocher, pour chaque métier, l'offre et la demande d'emploi. Cette liste annuelle est issue d'une collaboration entre la DARES et France Travail. Voici présentés ici les 15 premiers métiers avec le plus d'offres.

TABLEAU 24 : LES MÉTIERS EN TENSION

Principaux métiers (présentés par nombre décroissant d'offres)	Année 2023	Origines potentielles de la tension							
	Offres	Intensité d'embauche	Manque de main d'œuvre	Durabilité de l'emploi	Conditions de travail	Inadéquation géographique	Spécificité emploi formation	Inattractivité salariale	
DIRECTION DE PETITE OU MOYENNE ENTREPRISE	471	●	●	●	●	●	●	●	
PERSONNEL DE CUISINE	461	●	●	●	●	●	●	●	
CONDUITE D'ÉQUIPEMENT DE PRODUCTION ALIMENTAIRE	342	●	●	●	●	●	●	●	
CONDUITE D'ÉQUIPEMENT DE CONDITIONNEMENT	291	●	●	●	●	●	●	●	
SERVICES DOMESTIQUES	262	●	●	●	●	●	●	●	
MÉCANIQUE AUTOMOBILE ET ENTRETIEN DE VÉHICULES	253	●	●	●	●	●	●	●	Nouveau
DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION	239	●	●	●	●	●	●	●	
PERSONNEL POLYVALENT EN RESTAURATION	227	●	●	●	●	●	●	●	
MISE EN RAYON LIBRE-SERVICE	222	●	●	●	●	●	●	●	Nouveau
COMPTABILITÉ	206	●	●	●	●	●	●	●	
ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE	198	●	●	●	●	●	●	●	
ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	194	●	●	●	●	●	●	●	
PRÉPARATION DU GROS ŒUVRE ET DES TRAVAUX PUBLICS	184	●	●	●	●	●	●	●	
PERSONNEL D'ÉTAGE	177	●	●	●	●	●	●	●	
SOINS INFIRMIERS GÉNÉRALISTES	162	●	●	●	●	●	●	●	

La mention "Nouveau" peut apparaître en bout de ligne pour signaler la présence d'un métier qui n'était pas détecté comme en tension l'année précédente.

ENCADRÉ 4 : MÉTHODOLOGIE

Afin de mieux comprendre les facteurs à l'origine de difficultés éventuelles de recrutement pour les entreprises, France Travail et la Dares ont également élaboré six indicateurs d'éclairage complémentaires qu'il convient d'avoir en tête pour l'analyse. ces indicateurs sont résumés sur une échelle de gradation des tensions en 3 niveaux : vert : faible, orange : moyen et rouge : élevé.

Plus d'information sur les origines des tensions dans les annexes (p.21)

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : LES EMBAUCHES

TABLEAU 25 : DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (DPAE) CUMULÉES SUR 12 MOIS

(période de juil-2024 à juin-2025) :

Volume de DPAE :	Hors intérim		Total (y compris intérim)	
	Volume	évol. annu	Volume	évol. annu
Douarnenez	23 748	-5,7%	36 824	-3,1%
Finistère	372 117	+0,4%	645 259	-2,8%
Bretagne	1 366 069	-1,7%	2 744 191	-3,1%

GRAPHIQUE 9 : DÉCLARATIONS DPAE DURABLES (CDI+CCD>6mois) PAR MOIS

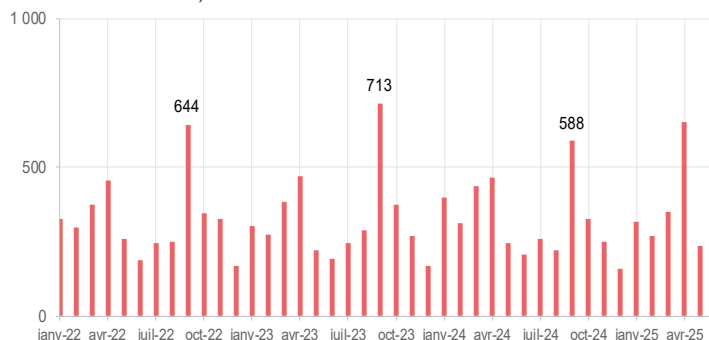


TABLEAU 26 : ÉVOLUTION DES EMBAUCHES PAR TYPE DE CONTRAT (période de juil-2024 à juin-2025) :

Type de contrat :	Bassin Douarnenez					Bretagne		
	Volume (cumul 12 mois)	période année-1	Evol. annuelle	Part	% des embauchés inscrits à France Travail	Evol. Annuelle	Part	% des embauchés inscrits à France Travail
Emplois durables	3 874	4 126	-6%	11%	63%	-7%	10%	57%
dont CDI	2 600	2 676	-3%	7%	63%	-6%	8%	60%
dont CDD +6mois	1 274	1 450	-12%	3%	64%	-8%	3%	49%
Emplois temporaires*	4 347	4 365	-0%	12%	56%	-1%	7%	59%
Emplois occasionnels**	15 527	16 704	-7%	42%	65%	+0%	32%	63%
TOTAL HORS INTERIM	23 748	25 195	-6%	64%	63%	-2%	50%	61%
+ Contrats intérimaires	13 076	12 806	+2%	36%	70%	-4%	50%	74%
TOTAL DPAE	36 824	38 001	-3%	100%	65%	-3%	100%	67%

*Contrats de 1 à 6 mois. **Contrats < 1 mois.

TABLEAU 27 : ÉVOLUTION DES EMBAUCHES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs économiques	DPAE (hors intérim) - Bassin Douarnenez						
	CDI	CDD +6 mois	CDD 1 à 6 mois	CDD < 1 mois	Total	Part du secteur	% des embauchés inscrits à France Travail
Les 10 principaux secteurs :							
Santé humaine et action sociale	522	112	645	5 971	7 250	31%	74%
Hébergement et restauration	488	371	1 601	3 174	5 634	24%	50%
Commerce - réparation d'automobiles et de motocyclo	460	152	836	1 559	3 007	13%	48%
Arts, spectacles et activités récréatives	24	43	123	1 953	2 143	9%	87%
Transports et entreposage	133	38	60	641	872	4%	41%
Agriculture, sylviculture et pêche	66	21	46	613	746	3%	44%
Information et communication	38	3	21	562	624	3%	88%
Activités de services administratifs et de soutien	89	33	122	294	538	2%	76%
Agroalimentaire	202	64	155	111	532	2%	58%
Administration publique	34	56	228	138	456	2%	50%
Autres secteurs	544	381	510	511	1 946	8%	64%
Total (hors intérim)	2 600	1 274	4 347	15 527	23 748		63%

ENCADRÉ 5

LES DPAE (DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE)

La DPAE est une déclaration obligatoire préalable à toute reprise d'emploi, effectuée au maximum 8 jours avant la date prévisible d'embauche. L'ensemble des DPAE sont réceptionnées par France Travail quotidiennement (ACOSS) ou mensuellement (CCMSA). 70% sont exploitées, correspondant aux NIR certifiés des DE connus dans les 36 derniers mois. En moyenne plus de 90% des DPAE aboutissent à une embauche effective.

MÉTHODOLOGIE

Pour recenser le nombre de DPAE, la clé d'entrée retenue est le lieu de domiciliation de l'entreprise ayant fait une déclaration préalable à l'embauche. (En effet le but de cette page est avant tout d'avoir une meilleure vision du marché de l'emploi au travers des entreprises bretonnes). Les DPAE étant fortement saisonnières, les données sont cumulées sur 12 mois glissants afin de mieux visualiser la tendance globale.

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'ACCÈS À L'EMPLOI

TABLEAU 28 : TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI ET DE PRÉSENCE EN EMPLOI

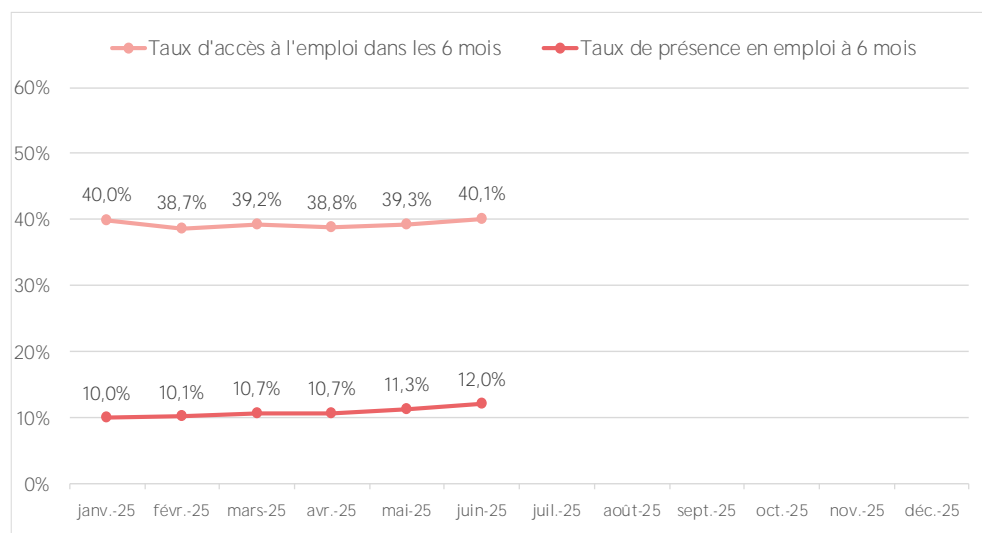
Accès à l'emploi pour l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois entre juin et novembre 2024 (cumul sur 6 mois)	Taux d'accès à l'emploi dans les 6 mois	Taux de présence en emploi à 6 mois
juin 2025	40,1%	12,0%
année précédente (cumul équivalent)	40,1%	11,9%
évolution annuelle	-0,0pt	+0,1pt

ENCADRÉ 6 - DÉFINITIONS

Le taux de **d'accès à l'emploi** mesure la part des demandeurs d'emploi en catégorie A ou B, ayant repris un emploi leur permettant de sortir de catégorie A ou B dans les 6 mois suivants.

Le taux de présence en **l'emploi** mesure la part des demandeurs d'emploi en catégorie A ou B qui, 6 mois plus tard, sont employés dans un contrat dit durable (CDI ou CDD > 6 mois).

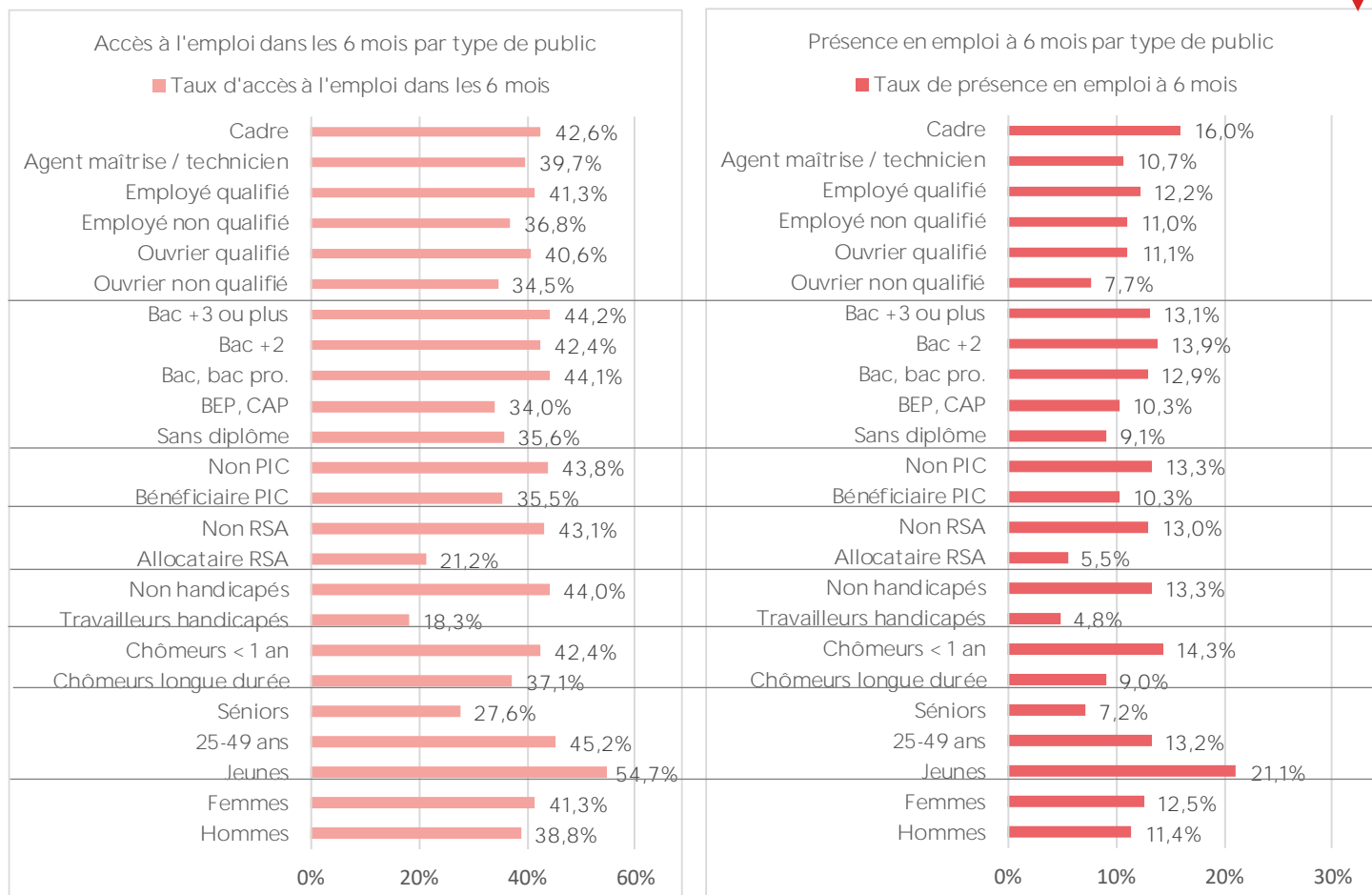
GRAPH. 10 : ÉVOLUTION DES TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI ET DE PRÉSENCE EN EMPLOI (cumul depuis le début d'année)



Légende des graphiques ci-dessous :

- PIC : bénéficiaire du Plan d'Investissement dans les Compétences.
- RSA : allocataire du Revenu de Solidarité Active.
- Travailleur handicapé : bénéficiaire de l'Obligation d'Emploi.

GRAPHIQUES 11 ET 12 : TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI ET DE PRÉSENCE EN EMPLOI PAR TYPE DE PUBLIC



LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'EMPLOI CONCURRENTIEL (VOLUMES)

TABLEAU 29 : RÉPARTITION DES SALARIÉS ET ÉTABLISSEMENTS DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ
85% des salariés sont regroupés dans 10 secteurs économiques (avec l'intérim 86%) :

Libellé des 10 principaux secteurs économiques	Salariés fin 2024			Etabs. fin 2024			Indice de spécialisation
	Vol.	Dont affiliés MSA	Poids %	Vol.	Dont affiliés MSA	Poids %	
Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles	2 507	2%	18%	383	3%	19%	1,1
Agroalimentaire	1 832	1%	13%	78	1%	4%	1,7
Santé humaine et action sociale	1 813	9%	13%	110	2%	5%	1,4
Autres industries manufacturières	1 143	0%	8%	56	0%	3%	1,4
Hébergement et restauration	1 024	0%	7%	297	0%	15%	1,4
Construction	996	2%	7%	212	0%	11%	0,9
Transports et entreposage	699	0%	5%	50	0%	2%	0,8
Équipements électriques, électroniques, informatiques	599	0%	4%	7	0%	0%	2,1
Activités de services administratifs et de soutien	499	34%	4%	103	48%	5%	0,6
Agriculture, sylviculture et pêche	451	100%	3%	209	100%	10%	1,1
Intérimaires**	189	0%	1%	14	0%	1%	0,5
Autres secteurs	1 912	5%	14%	487	3%	24%	0,6
Total	13 664	7%	100%	2 006	14%	100%	1,0

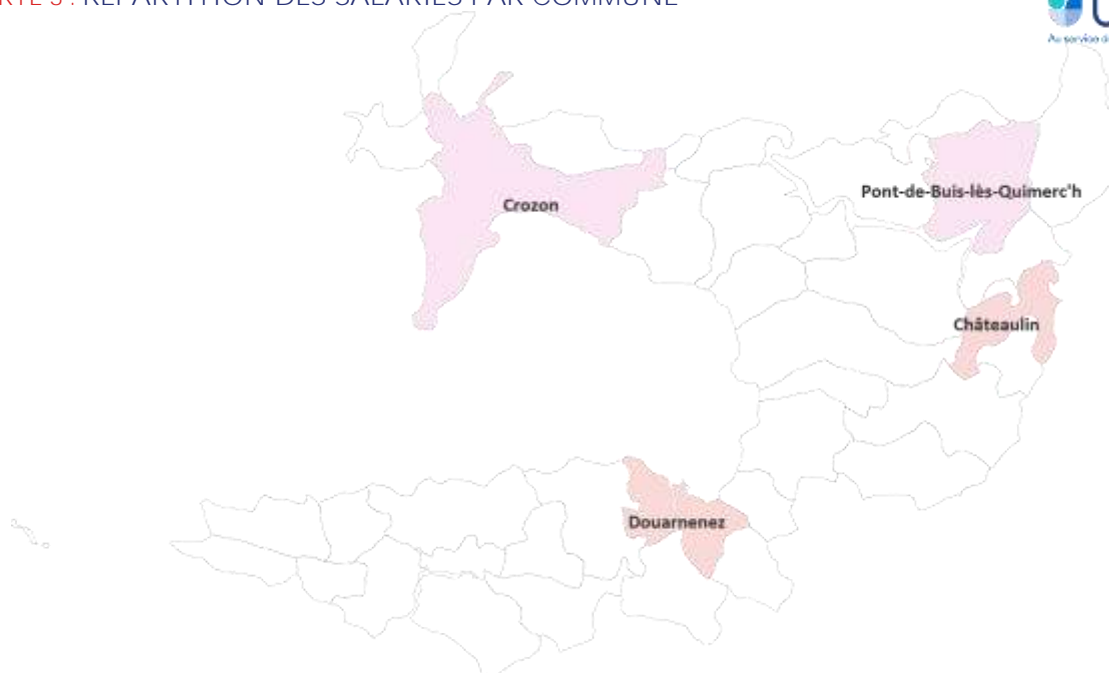
Activités de services administratifs et de soutien (hors intérim)

** Il s'agit ici des intérimaires inscrits dans les établissements de travail temporaire du territoire.

Lecture : 18% des salariés se concentrent dans le secteur Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles. L'indice de spécialisation de ce secteur est de 1,1.

Sources :

CARTE 3 : RÉPARTITION DES SALARIÉS PAR COMMUNE



Nombre de salariés :

0	à	999
1 000	à	2 499
2 500	à	4 999
5 000	et	+

© Réalisation : Service Statistiques France Travail - Bretagne

ENCADRÉ 7

CHAMP D'ÉTUDE

Les données du marché de l'emploi en fournissant les nombres de salariés et établissements relevant de leur propre régime.

Sont exclus des emplois concurrentiels : les administrations publiques, l'éducation non marchande, la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile.

INDICE DE SPÉCIALISATION

Il permet, dans chaque territoire, de repérer les secteurs d'activité sur- ou sous-représentés par rapport à la région.

Un indice de spécialisation > 1 signifie que le territoire est spécialisé dans l'activité : plus l'indice est élevé, plus le territoire est spécialisé.

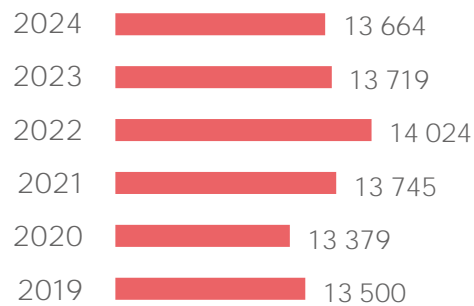
LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'EMPLOI CONCURRENTIEL (ÉVOLUTIONS)

TABLEAU 30 : ÉVOLUTIONS DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE

Evolution annuelle 2024 / 2023 (données brutes)	Douarnenez		Finistère		Bretagne	
	Evol. sur un an	Evol. sur 5 ans	Evol. sur un an	Evol. sur 5 ans**	Evol. sur un an	Evol. sur 5 ans**
Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles	-0,0%	+2,7%	+0,8%	+14,9%	+0,5%	+8,9%
Agroalimentaire	-6,4%	-12,3%	+3,9%	+4,9%	+1,6%	+5,2%
Santé humaine et action sociale	+1,8%	+0,1%	-0,7%	+5,4%	+0,9%	+9,5%
Autres industries manufacturières	-3,5%	-9,6%	+0,4%	+8,3%	-1,2%	+3,2%
Hébergement et restauration	+1,0%	+4,2%	+2,0%	+9,1%	+3,0%	+14,5%
Construction	+0,5%	+12,8%	+0,8%	+10,1%	-1,0%	+9,1%
Transports et entreposage	+5,9%	+21,6%	-1,3%	-2,5%	-0,1%	+2,1%
Equipements électriques, électroniques, informatiques	+2,6%	+12,4%	+1,4%	+10,2%	+1,0%	+8,2%
Activités de services administratifs et de soutien	+10,9%	+2,0%	+3,3%	+20,9%	+2,3%	+15,3%
Agriculture, sylviculture et pêche	-3,8%	+2,7%	+18,2%	+24,3%	+11,2%	+29,4%
Intérimaires**	+0,5%	+2,2%	+5,4%	+7,3%	+1,3%	+3,7%
Autres secteurs	-1,0%	+5,9%	+0,5%	+11,5%	+0,2%	+12,3%
Total	-0,4%	+1,2%	+1,5%	+10,4%	+0,9%	+9,7%

** Il s'agit ici des intérimaires inscrits dans les établissements de travail temporaire du territoire.

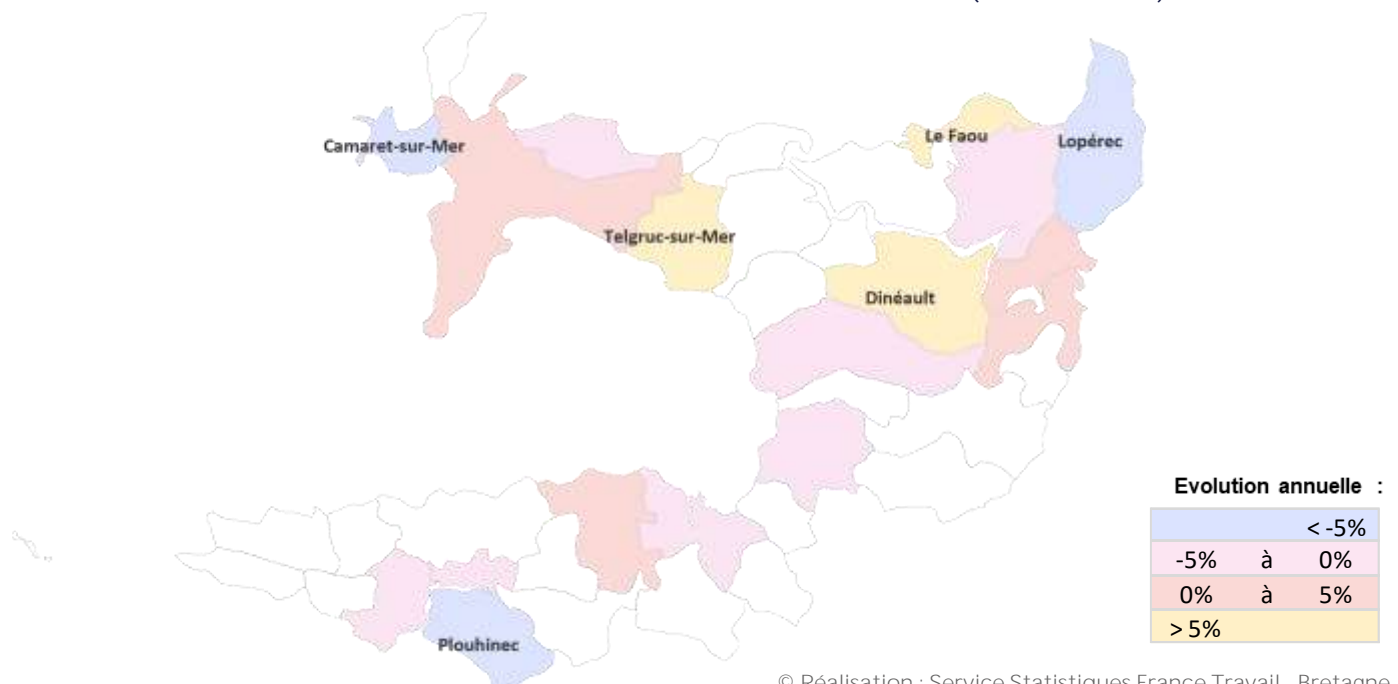
GRAPHIQUE 13 : LES VOLUMES ANNUELS DE L'EMPLOI SALARIÉ



Sources :



CARTE 4 : ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR COMMUNES (2024 / 2023)



© Réalisation : Service Statistiques France Travail - Bretagne

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'INTÉRIM (données départementales CVS*)

TABLEAU 31 : ESTIMATION DES SALARIÉS INTÉRIMAIRES EN FIN DE MOIS, ET ÉVOLUTIONS

Intérimaires en ETP**	9 112	1 ^{er} trimestre 2025	Evol. sur un trimestre	Evol. sur 1 an
Poids dans la région :	22%	Finistère	-3%	-4%
		Bretagne	-2%	-6%

ENCADRÉ 8

* DONNÉES CVS : Données corrigées des variations saisonnières.

** ETP : Equivalent temps plein. Les intérimaires sont recensés en fonction des établissements utilisateurs du territoire (et non pas des établissements de travail temporaire du territoire).

GRAPHIQUE 14 : HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SALARIÉS INTÉRIMAIRES

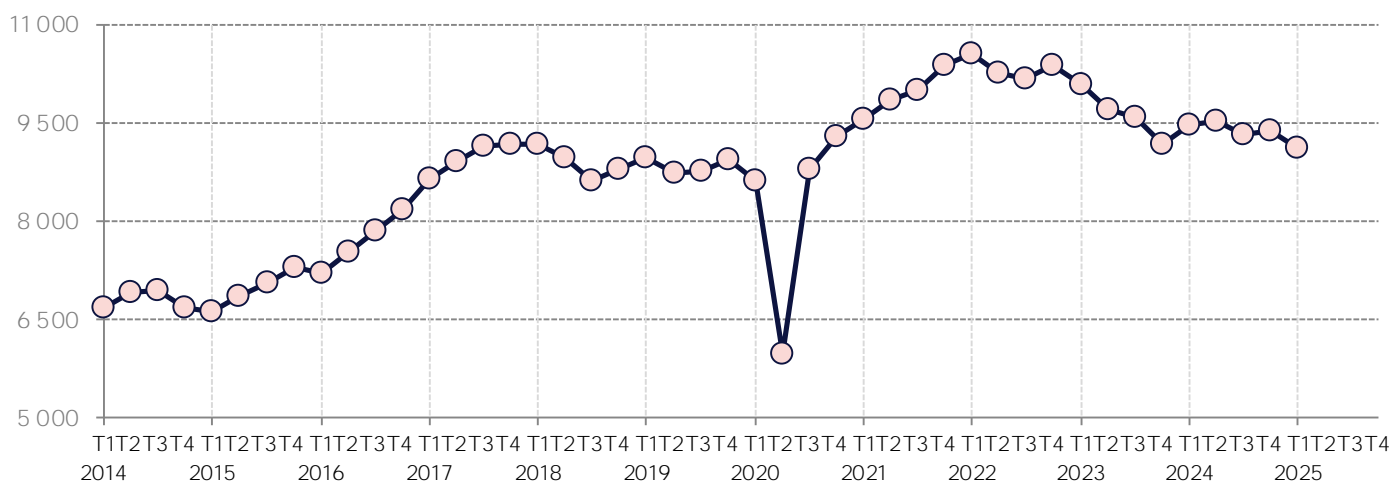


TABLEAU 32 : PRINCIPAUX SECTEURS AYANT RECOURS À DES INTÉRIMAIRES (NOMENCLATURE NAF 17 POSTES)

Secteur d'activité	Volume	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an	Part
Fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	2 413	-3%	-0%	26%
Construction	1 666	+0%	+4%	18%
Fabrication d'autres produits industriels	1 174	-5%	+3%	13%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	912	-0%	-3%	10%
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	838	-2%	-3%	9%
Transports et entreposage	683	-11%	-12%	7%
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques	422	-5%	-30%	5%
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	291	-1%	-21%	3%
Autres activités de services	267	-8%	-18%	3%
Fabrication de matériels de transport	190	-5%	-8%	2%
Cokéfaction et raffinage, Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets	185	-0%	+7%	2%
Agriculture	71	+24%	+13%	1%
Total (tous secteurs)	9 112	-3%	-4%	

ANNEXE 1

DÉTAIL DES OFFRES DIFFUSÉES PAR MÉTIERS

TABLEAU 33 : VOLUMES D'OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES ET ÉVOLUTIONS

Offres d'emploi diffusées par métiers en juin 2025	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart / juin 24	Poids offres France Travail
Agent / Agente De Propreté De Locaux	18	3,3%	28%	+18	5,6%
Serveur / Serveuse En Restauration	15	2,7%	13%	-9	60,0%
Employé Familial / Employée Familiale	13	2,4%	69%	-3	30,8%
Employé / Employée D'Étage	12	2,2%	25%	+2	75,0%
Cuisinier / Cuisinière	12	2,2%	75%	+12	41,7%
Jardinier / Jardinière Paysagiste	10	1,8%	10%	+10	80,0%
Vendeur / Vendeuse En Épicerie	10	1,8%	60%	-1	40,0%
Employé / Employée De Rayon Libre-Service	10	1,8%	50%	+5	30,0%
Équipier Polyvalent / Équipière Polyvalente De Restauration Rapide	10	1,8%	70%	+6	10,0%
Assistant / Assistante De Vie Aux Familles	10	1,8%	90%	+10	10,0%
Sous-total 10 premiers métiers	120	22,0%	-	+50	37,5%
Autres métiers	426	78,0%	-	-163	28,6%
Total offres	546	100%	#N/A	-113	30,6%

Offres d'emploi diffusées par métiers depuis le 1er janvier 2025	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart 2025 // 2024	Poids offres France Travail
Serveur / Serveuse En Restauration	102	#N/A	35%	-60	70,6%
Cuisinier / Cuisinière	101	#N/A	54%	+101	47,5%
Employé / Employée De Rayon Libre-Service	98	#N/A	63%	-2	21,4%
Vendeur / Vendeuse En Épicerie	90	#N/A	64%	+15	25,6%
Comptable	81	#N/A	86%	-16	3,7%
Employé Familial / Employée Familiale	71	#N/A	65%	-40	52,1%
Technicien / Technicienne De Maintenance Industrielle	70	#N/A	74%	+33	5,7%
Agent / Agente De Propreté De Locaux	61	#N/A	49%	+61	16,4%
Employé / Employée D'Étage	58	#N/A	26%	-10	77,6%
Infirmier / Infirmière En Soins Généraux (Ide)	57	#N/A	44%	-54	29,8%
Sous-total 10 premiers métiers	789	#N/A	-	+28	35,5%
Autres métiers	#N/A	#N/A	-	#N/A	#N/A
Total offres	#N/A	100%	#N/A	#N/A	#N/A

Offres d'emploi diffusées par métiers sur les 12 derniers mois	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart sur 12 mois	Poids offres France Travail
Employé / Employée De Rayon Libre-Service	212	#N/A	65%	-21	13,7%
Comptable	203	#N/A	88%	-8	3,4%
Vendeur / Vendeuse En Épicerie	192	#N/A	66%	+35	24,0%
Serveur / Serveuse En Restauration	190	#N/A	37%	-32	68,9%
Employé Familial / Employée Familiale	181	#N/A	67%	-44	47,0%
Technicien / Technicienne De Maintenance Industrielle	151	#N/A	83%	+53	9,3%
Infirmier / Infirmière En Soins Généraux (Ide)	136	#N/A	43%	-47	35,3%
Cuisinier / Cuisinière	129	#N/A	59%	+129	41,1%
Conducteur / Conductrice De Ligne En Industrie Alimentaire	120	#N/A	39%	-59	21,7%
Agent / Agente De Nettoyage Industriel	115	#N/A	37%	-112	0,0%
Sous-total 10 premiers métiers	1 629	#N/A	-	-106	26,9%
Autres métiers	#N/A	#N/A	-	#N/A	#N/A
Total offres	#N/A	#N/A	#N/A	#N/A	#N/A

ANNEXE 1 BIS

DÉTAIL DES OFFRES FRANCE TRAVAIL

UNIQUEMENT, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

TABLEAU 34 : VOLUMES D'OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES PAR FRANCE TRAVAIL ET ÉVOLUTIONS

Offres d'emploi enregistrées par secteurs en juin 2025	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart / juin 24
Hébergement	34	20,4%	15%	+1
Restauration	17	10,2%	24%	-1
Activités Liées À L'Emploi	15	9,0%	0%	+13
Transports Terrestres Et Transport Par Conduites	13	7,8%	92%	+5
Administration Publique Et Défense - Sécurité Sociale Obligatoire	10	6,0%	60%	-2
Sous-total 5 premiers secteurs	89	53,3%	-	+16
Autres secteurs	78	46,7%	-	-46
Total offres	167	100,0%	44%	-30
Zoom sur le secteur "Activités liées à l'emploi" (= l'intérim) :				
Les 3 principaux secteurs recruteurs dans l'intérim :	Volume		% emplois durables	Ecart / juin 24
Agriculture et peche	6		0,0%	+6
Construction BTP	5		0,0%	+5
Transport et logistique	2		0,0%	+2

Offres d'emploi enregistrées par secteurs depuis le 1er janvier 2025	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart 2025 // 2024
Hébergement	199	19,5%	28%	-123
Restauration	127	12,4%	36%	-80
Administration Publique Et Défense - Sécurité Sociale Obligatoire	78	7,6%	62%	-20
Industries Alimentaires	70	6,8%	59%	+21
Action Sociale Sans Hébergement	65	6,4%	46%	-72
Sous-total 5 premiers secteurs	539	53%	-	-274
Autres secteurs	484	47%	-	-305
Total offres	1 023	100%	87%	-579
Zoom sur le secteur "Activités liées à l'emploi" (= l'intérim) :				
Les 3 principaux secteurs recruteurs dans l'intérim :	Volume		% emplois durables	Ecart 2025 // 2024
Hotellerie-restauration, tourisme, loisirs, animation	12		0%	+3
Agriculture et peche	11		9%	+9
Construction BTP	10		0%	+10

Offres d'emploi enregistrées par secteurs sur 12 les derniers mois	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart sur 12 mois
Hébergement	287	13,9%	26%	-101
Restauration	251	12,1%	44%	-48
Administration Publique Et Défense - Sécurité Sociale Obligatoire	221	10,7%	61%	+32
Action Sociale Sans Hébergement	153	7,4%	60%	-122
Industries Alimentaires	145	7,0%	69%	+59
Sous-total 5 premiers secteurs	1 057	51,1%	-	-180
Autres secteurs	1 012	48,9%	-	-683
Total offres	2 069	100,0%	81%	-863
Zoom sur le secteur "Activités liées à l'emploi" (= l'intérim) :				
Les 3 principaux secteurs recruteurs dans l'intérim :	Volume		% emplois durables	Ecart sur 12 mois
Industrie	25		32%	-28
Hotellerie-restauration, tourisme, loisirs, animation	22		0%	+6
Agriculture et peche	16		19%	-3

ANNEXE 2

L'EMPLOI SALARIÉ SUR LES 6 SECTEURS DOMINANTS

GRAPHIQUE 15 : COMPARATIF GÉOGRAPHIQUE
AVEC POUR BASE 100 L'ANNÉE 2018

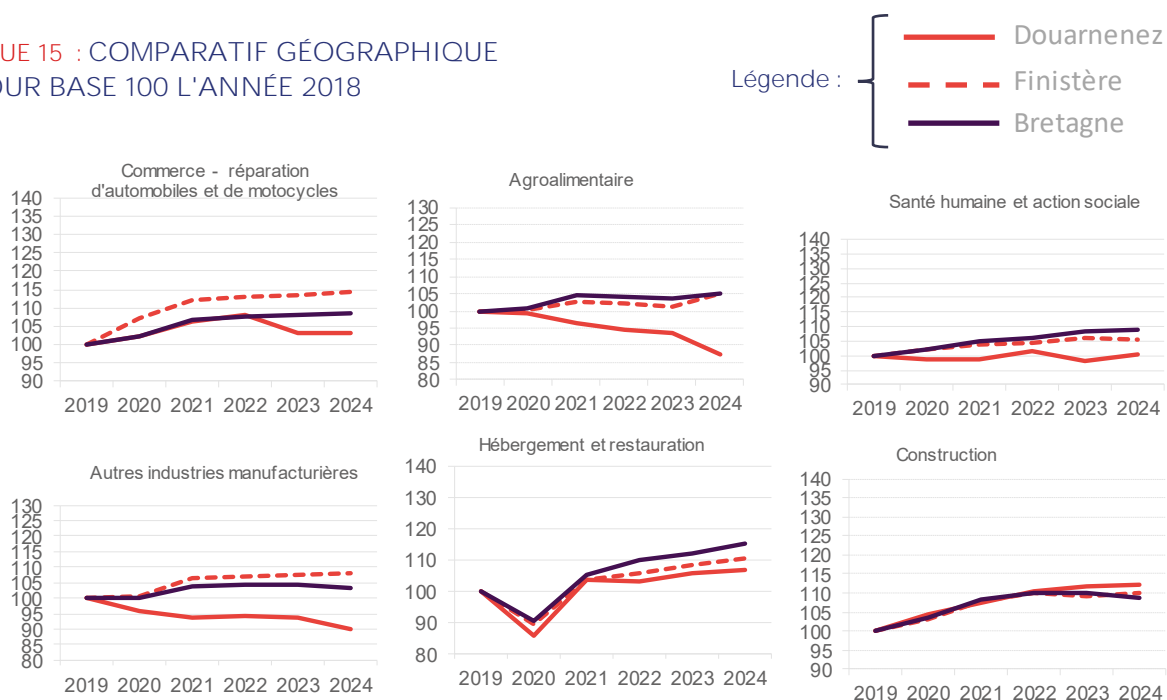


TABLEAU 35 : TOP 10 DES SECTEURS EN TERMES DE CRÉATIONS ET DE DESTRUCTIONS D'EMPLOIS

Créations d'emploi en 2024 par secteur d'activité (NAF 88 postes)	Gains annuels
Transports terrestres et transport par conduites	42
Action sociale sans hébergement	36
Réparation et installation de machines et d'équipements	22
Hébergement	20
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	20
Activités d'architecture et d'ingénierie - activités de contrôle et analyses tech	19
Hébergement médico-social et social	19
Travaux de construction spécialisés	15
Enquêtes et sécurité	12
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	11
Autres secteurs (hors intérim)	77
Total (dont intérim)	294

Destructions d'emploi en 2024 par secteur d'activité (NAF 88 postes)	Pertes annuelles
Industries alimentaires	-131
Industrie chimique	-34
Activités pour la santé humaine	-23
Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipem	-22
Culture et production animale, chasse et services annexes	-17
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-14
Autres services personnels	-10
Restauration	-10
Édition	-9
Construction de bâtiments	-9
Autres secteurs (hors intérim)	-70
Total (dont intérim)	-349

ANNEXE 3

LA TENSION

Afin d'indiquer la difficulté de recrutement pour les entreprises, la Dares et France Travail proposent un indicateur de mesure des tensions sur le marché du travail. Il s'agit d'estimer, pour un métier donné et sur une zone géographique donnée, la difficulté ou non à recruter.

Remarque pour l'analyse :

Afin de mieux comprendre les facteurs à l'origine de difficultés éventuelles de recrutement pour les entreprises, France Travail et la DARES ont également élaboré six indicateurs d'éclairage complémentaires qu'il convient d'avoir en tête pour l'analyse :

- **L'intensité d'embauches** : plus les employeurs recrutent, plus ils ont à rechercher des candidats et à réitérer le processus, ce qui joue potentiellement sur les difficultés de recrutement. Cette dimension est abordée en rapportant le nombre d'offres d'emploi et de projets de recrutement à l'emploi moyen.

- Des conditions de travail contraignantes : des conditions de travail contraignantes peuvent rendre les recrutements plus difficiles. Un indicateur synthétique sur les conditions de travail est calculé à partir de la part de salariés subissant des contraintes physiques, des limitations physiques, des contraintes de rythme, du travail répétitif, des périodes de travail durant les jours non ouvrables ou en dehors des plages de travail habituelles et un morcellement des journées de travail.

- La non-**durabilité de l'emploi** : comme les conditions de travail, les conditions d'emploi interviennent dans l'attractivité du poste à pourvoir. Toutes choses égales par ailleurs, un contrat à durée déterminée est potentiellement moins attractif qu'un contrat à durée indéterminée. La non-durabilité des postes proposés est mesurée par l'inverse de la moyenne pondérée de la part des offres durables (contrats à durée indéterminée ou à durée déterminée de plus de 6 mois), de la part des offres à temps complet et de la part de projets de recrutement non saisonniers. Cet indicateur peut cependant avoir un effet ambigu sur la difficulté de recrutement car les employeurs recrutant en emplois durables peuvent se montrer plus exigeants dans leur processus de recrutement, et rencontrer de ce fait plus de difficultés.

- Le manque de main-**d'œuvre disponible** : recruter auprès d'un large vivier de demandeurs d'emploi est a priori plus aisé que dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre. Pour un métier donné, cet indicateur est construit en prenant l'opposé du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A rapporté à l'emploi moyen.

- Le lien entre la spécialité de formation et le métier : un décalage entre les compétences requises par les employeurs et celles dont disposent les personnes en recherche d'emploi peut alimenter les tensions. Pour approcher cette inadéquation, l'indicateur permet d'apprécier si le métier en question est difficile d'accès pour des personnes ne possédant pas la formation requise, à partir de la spécificité et de la concentration des spécialités de formation par métier.

- **L'inadéquation géographique** : la main-d'œuvre disponible peut être suffisante au niveau national mais si sa répartition géographique diffère fortement de celle des postes proposés, il peut y avoir des tensions localisées. L'indicateur mesurant l'inadéquation géographique est défini comme l'écart, en valeur absolue, de distribution géographique entre l'offre et la demande, selon l'indice de dissimilarité de Duncan et Duncan.

- **L'attractivité salariale** : Le salaire constitue une composante importante de l'attractivité d'un métier. Afin de déterminer si le salaire offert dans un métier est plus attractif par rapport aux autres, un indicateur composite est élaboré. Il est basé sur deux dimensions : une dimension dite objective – pourrait-on être mieux rémunéré en exerçant un autre métier étant donné son niveau de diplôme et son expérience professionnelle ? – et une dimension dite subjective qui s'appuie directement sur le ressenti des individus concernant leur niveau de rémunération

Sources statistiques et méthodes de calcul : L'approche développée par France Travail et la Dares vise à explorer toutes les dimensions des tensions sur le marché du travail.

Ces indicateurs sont construits dans la publication commune entre la Dares et France Travail est généralement publié pour la nomenclature des familles professionnelles (FAP 2009). France Travail a adapté cet indicateur afin qu'il soit disponible pour l'ensemble des métiers du ROME.

Accéder aux sources et méthodologies détaillées :
dares.travail-emploi.gouv.fr

ANNEXE 4

GLOSSAIRE

Le Chômage :

Taux de chômage	Donnée INSEE publiée trimestriellement, disponible par zones d'emploi (découpage géographique défini par l'INSEE). Le périmètre de ces zones d'emploi est différent de celui des zones d'emploi définies par le SPEL (Service Public de l'Emploi Local) ainsi que de celui des bassins d'emploi définis par France Travail. Le dénominateur du taux de chômage, qui représente la population active en âge de travailler, est obtenu via l'enquête emploi menée par l'INSEE.
-----------------	---

Le Marché du Travail :

DEFM	Demands d'emploi en fin de mois :
catégorie A	- tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi , sans emploi.
catégorie B	- tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi ayant exercé une activité réduite courte (≤ 78 heures au cours du mois).
catégorie C	- tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi , ayant exercé une activité réduite longue (> 78 heures au cours du mois).
catégorie D	- non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi.
catégorie E	- non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi , en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).
catégorie F	- non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi : personnes orientées vers un parcours à vocation d'insertion sociale.
catégorie G	- bénéficiaires du RSA en instance d'orientation , c'est-à-dire en attente de savoir quel organisme sera en charge de leur accompagnement.
DELD	Demands d'emploi de longue durée. Il s'agit des demands d'emploi au chômage depuis plus d'un an.
BOE	Bénéficiaires de l'obligation d'emploi. Il s'agit pour l'essentiel des travailleurs handicapés.
RSA + PA	Revenu de Solidarité Active + Prime d'Activité.
QP(V)	Quartier Prioritaire de la Ville.
Flux de demands d'emploi	Entrées / sorties des listes du chômage de France Travail :
DEE	Demands d'emploi entrant sur les listes.
DES	Demands d'emploi sortis des listes.
Taux d'écoulement	Par métier, exprime la potentialité à sortir du chômage sur un an. Vaut DES sur 12 mois / (DEE sur 12 mois + DEFM ABC de l'année précédente).
Offres d'emploi	Offres d'emploi diffusées / collectées par les agences France Travail :
Offres d'emploi diffusées	Les Offres d'emploi diffusées comprennent les Offres d'emploi enregistrées (OEE) c'est-à-dire collectées par France Travail + les Offres d'emploi des partenaires de France Travail.
ROME	Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois. Chaque code ROME correspond à un métier spécifique.
Taux de tension	Pour les tensions, merci de vous référer à la note méthodologique réalisé par le DARES et France Travail : https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/les-tensions-sur-le-marche-du-travail-en-2023

Indemnisation :

BFM	Bénéficiaires en fin de mois. Demands d'emploi bénéficiant d'une allocation de l'assurance chômage ou du régime de solidarité.
Part des indemnisés	La part des indemnisés est le rapport entre les indemnisés (= indemnisés assurance chômage + indemnisés solidarité Etat, hors allocataires formation ou préretraite) et l'ensemble des demands d'emploi potentiellement indemnisables (= DEFM ABCDE).

Méthodes statistiques :

CVS	Correction des variations saisonnières, ou "désaisonnalisation". Pour une série de données évoluant dans le temps, il s'agit de supprimer les effets saisonniers ou irréguliers afin d'en extraire la véritable tendance. Il s'agit d'une méthode de lissage.
12 mois glissants	Comparaison d'un cumul (ou moyenne) sur 12 mois avec le cumul (ou moyenne) sur les 12 mois correspondants de l'année précédente.

ANNEXE 4

GLOSSAIRE (SUITE ET FIN)

Méthodes statistiques :

CVS	Correction des variations saisonnières, ou "désaisonnalisation". Pour une série de données évoluant dans le temps, il s'agit de supprimer les effets saisonniers ou irréguliers afin d'en extraire la véritable tendance. Il s'agit d'une méthode de lissage.
12 mois glissants	Comparaison d'un cumul (ou moyenne) sur 12 mois avec le cumul (ou moyenne) sur les 12 mois correspondants de l'année précédente.

Marché de l'emploi :

NAF	Nomenclature d'activités française. Chaque code NAF correspond à un secteur d'activités spécifique. Plusieurs regroupements de secteurs existent, dans ce document sont utilisées les NAF en 88 postes (pour l'emploi salarié) et en 17 postes (pour l'intérim).
Emploi salarié	Emploi concurrentiel, source Urssaf / Acof. Sont exclus du marché de l'emploi concurrentiel les administrations publiques, l'éducation non marchande, la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. L'agriculture et une partie de l'industries agroalimentaires sont affiliées à la MSA.
Indice de spécialisation	Distinction de la surreprésentation ou de la sous-représentation d'un secteur d'activité sur une zone géographique donnée. Si cet indice est supérieur à 1, le territoire est spécialisé dans l'activité associée. Plus l'indice est élevé, plus le territoire est spécialisé dans cette activité.
Intérim	Sur la page "emploi salarié" : intérimaires inscrits dans les établissements de travail temporaire du territoire. Sur la page "intérim" : Estimation du nombre d'intérimaires en fin de mois ayant effectué leur missions chez les employeurs utilisateurs de main-d'œuvre du territoire. Obtenu à partir des déclarations mensuelles d'intérim des employeurs.

Zonages géographiques :

Bassin d'emploi	Zone définie par France Travail. Espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. Correspond à l'aire fonctionnelle des agences France Travail : en fonction de son lieu de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence France Travail qui couvre son bassin d'emploi. La Bretagne en compte 26.
ALE	Agence locale pour l'emploi. Zone définie par France Travail. Dans la plupart des bassins d'emploi, le bassin d'emploi correspond à une ALE. Les bassins les plus urbanisés comptent plusieurs ALE : il s'agit des bassins de Brest, Quimper, St-Brieuc, Lorient, Vannes et Rennes. La Bretagne compte 39 ALE.
Zone d'emploi	Zone définie par l'INSEE (2010). Espace géographique où la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lesquels les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. La Bretagne compte 18 zones d'emploi.
Zone SPEL	Service public de l'emploi local. Défini par la DGEFP (Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle). Implique les acteurs publics chargés de l'application de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle. La Bretagne compte 18 zones SPEL.
MDE	Maison de l'emploi. Mises en place dans le cadre du Plan de cohésion sociale (2004) sous la responsabilité des collectivités territoriales. Elles ne couvrent pas l'ensemble du territoire breton. La Bretagne en compte 14.



En savoir plus

- LES PUBLICATIONS STATISTIQUES RÉGIONALES :

francetravail.org/regions/bretagne

→ rubrique « Statistiques et analyses » :

- Les évolutions trimestrielles de la demande d'emploi en Bretagne
- Des analyses localisées et détaillées du marché du travail dans les territoires bretons
- Des focus sur le marché du travail dans les principaux secteurs d'activité de la région
- L'enquête BMO sur les Besoins en Main-d'œuvre des entreprises bretonnes

- LES DONNÉES STATISTIQUES FRANCE TRAVAIL EN LIBRE ACCÈS :

→ nationales :

francetravail.org/opendata/

→ localisées :

dataemploi.francetravail.fr/

Directeur de la publication
Angélique GOODALL

Directeurs de la rédaction
Anthony JEULAND, Nicolas MAXIME

Réalisation
Service Statistiques, des Études et de l'Évaluation

France Travail - Bretagne
36 rue de Léon
35000 Rennes

 francetravail.org

